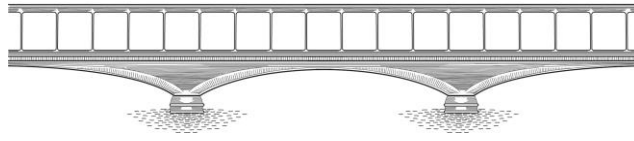


# MENSBRIDGE & ASSOCIES



## **NEWSLETTER MENSBRIDGE**

*Semaine du 9 au 12 avril 2019*

- **BREXIT : UN REGAIN D'OPTIMISME ?**

Une fois n'est pas coutume, la semaine dernière a redonné de l'optimisme aux partisans d'un *soft Brexit* qui, rappelons-le, serait l'option la plus avantageuse et réconfortante pour les marchés financiers.

En effet, les Vingt-Sept ont validé, à l'exception de la France, une extension de la deadline du 12 avril au 31 octobre 2019. L'enjeu pour la Grande-Bretagne sera donc de participer aux élections européennes de mai prochain.

Même si cette décision de la Commission Européenne montre une réelle envie de trouver une sortie diplomatique au Brexit, elle ne répond en aucun cas aux problèmes sous-jacents qui bloquent la sortie du Royaume-Uni pourtant votée il y a plus de deux ans, à savoir :

- Le problème du *backstop* et de la frontière physique entre l'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud,
- Les rivalités politiques au sein du Parlement britannique (notamment entre Jeremy Corbyn, patron du parti Travailleiste et Theresa May).

Nous ne pouvons qu'espérer que ces luttes politiques pour le contrôle du 21 Downing Street ne résulteront pas en un *hard Brexit* qui serait catastrophique pour les marchés financiers.

Une chose semble par contre certaine : la période d'incertitude autour du Brexit devrait continuer pendant plusieurs mois. On verra bien si cette extension de la deadline au 31 octobre 2019 aura plus d'effet que celle déjà accordée fin mars 2019.

- **LA BCE PARLE, LES MARCHES ECOUTENT.**

La réunion du comité directeur de la Banque Centrale Européenne qui s'est achevée avec son habituelle conférence de presse, le 10 avril dernier, a mis en lumière la position de l'institution monétaire, à savoir :

- Les taux ne seront pas relevés au moins jusqu'à fin 2019 et, plus précisément, pas avant que l'inflation ne se rapproche de l'objectif de 2 % sur le long terme.  
L'inflation, hors prix de l'énergie, ayant été mesurée à 1.5 % en février et estimée à 1.4 % en mars, nous en sommes encore loin. Outre cela, rappelons que ce résultat est le fruit de plusieurs années de politique monétaire exceptionnelle.

- L'institution a confirmé sa volonté de réinvestir, en totalité, les remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre de ses nombreux programmes d'achats d'actifs.  
L'objectif affiché ici par l'institution monétaire est de maintenir une liquidité favorable sur les marchés, notamment obligataires.

Le gouverneur de l'institution, Mario Draghi, en a profité pour nous livrer la vision macroéconomique de la BCE concernant la santé de la zone Euro :

- Confirmation d'une poursuite du ralentissement de la croissance en 2019,
- Nouvelles créations d'emplois et augmentation des salaires favorisent la résistance de l'économie domestique et les tensions inflationnistes,
- Augmentation de l'inflation sous-jacente à moyen terme.

En conclusion, la BCE rappelle qu'il faut que les pays membres mettent en place des réformes structurelles rapidement ... Sans doute le point le plus inquiétant de ce compte-rendu car il n'a cessé de marteler ce message depuis le début du QE à l'européenne.

- **LA GUERRE COMMERCIALE CHANGE DE FRONT ?**

Donald Trump n'en a pas encore fini avec la guerre commerciale « Etats-Unis, Chine » qu'il semble mourir d'envie de se lancer dans une nouvelle difficulté.

Le président américain a en effet annoncé, le 9 avril dernier, que les Etats-Unis appliqueraient des droits de douanes portant sur \$ 11 milliards de produits européens.

Pourquoi ?

L'Union Européenne favoriserait apparemment trop Airbus, dans son éternel combat contre l'américain Boeing, via un système de subventions.

Pas sûr que, vu le manque de résultat probant concernant sa guerre commerciale contre la Chine, Donald Trump ait intérêt à se lancer sur un nouveau front.